

76 ACTU

Lubrizol. Pour Christophe Bouillon, les propositions de Damien Adam sont « trop molles »

Le député de Seine-Maritime, Christophe Bouillon, président de la mission d'information sur Lubrizol, fait 18 propositions supplémentaires à celles du rapport de Damien Adam.

Publié le 12 Fév 20 à 18:45



Le député socialiste Christophe Bouillon a présidé la mission d'information sur Lubrizol pour l'Assemblée nationale. (©RT/76actu/archives)

Le député **Damien Adam** (LREM) a soumis le [rapport parlementaire sur l'incendie de l'usine Lubrizol de Rouen](#) à ses collègues de l'Assemblée nationale. Il a été mis au vote mercredi 12 février 2020.

En parallèle, le président de la mission d'information, **Christophe Bouillon**, député **PS de Seine-Maritime**, publie 18 autres propositions dans le pré-rapport. « Je pense que les propositions du rapporteur sont très intéressantes, mais elles ne vont pas assez loin. J'estime qu'elles sont trop 'molles', notamment sur un sujet qui me tient à cœur : créer un gendarme des sites Seveso. »

Lire aussi : [Damien Adam rend son rapport sur Lubrizol : « On n'a pas constaté de volonté de tricher »](#)

« Nous ne sommes pas là pour protéger le gouvernement »

Le député socialiste n'hésite pas à tacler gentiment Damien Adam :

Dans ce type de mission, il ne faut pas être timide. Il faut avoir de l'audace. On n'a rien à perdre à mettre plus de transparence et de sécurité pour redonner confiance à la population. Nous ne sommes pas là pour protéger le gouvernement.

L'élus, qui a été le premier à solliciter cette mission en octobre 2019, avait « insisté fortement pour avoir la présidence », là où la majorité, par l'intermédiaire du député de Rouen Damien Adam, a souhaité conserver le poste de rapporteur.

Christophe Bouillon précise qu'il est de coutume dans une mission d'information initiée par un parlementaire de l'opposition, « de faire cohabiter un président de mission et un rapporteur de l'opposition et de la majorité ». « Cela fait partie du jeu démocratique. Mais après cinq mois d'auditions et de travail sur le sujet, je suis aussi dans mon droit démocratique de faire mes propositions », indique le député.

Lire aussi : [INTERVIEW. Le député Christophe Bouillon à la tête de la mission d'information sur Lubrizol](#)

Les 18 propositions de Christophe Bouillon

Voici les 18 propositions que Christophe Bouillon décline dans l'avant-propos du rapport de Damien Adam :

- 1. Création d'une autorité de sûreté des sites Seveso.
- 2. Repenser l'élaboration des Plans de prévention des risques technologiques (PPRT) à l'échelle de plateformes industrielles, plutôt qu'à l'échelle d'un site.
- 3. Rendre obligatoire la transmission des rapports d'assurances à l'Autorité de Sûreté des sites Seveso.
- 4. Une réserve communale de sécurité civile composée de citoyens volontaires.
- 5. Mise en place d'une semaine de la sécurité, chaque année, en direction de l'ensemble de la population.
- 6. Réaliser un état des lieux général du matériel d'intervention et obliger tous les sites industriels à tenir une liste à jour des produits dangereux.
- 7. Rendre obligatoire, pour tous les sites Seveso seuil haut, la présence de pompiers internes à l'entreprise.
- 8. Les sites Seveso doivent assurer une formation complète aux salariés des entreprises sous-traitantes avec lesquelles ils contractent.
- 9. Installer des caméras 360° sur tous les sites classés Seveso.
- 10. Réaliser par un cabinet spécialisé une simulation de cyberattaque pour évaluer la résilience de ses installations.
- 11. Renforcer les moyens humains en créant de nouveaux postes d'inspecteurs des sites classés.
- 12. Faire évoluer le plafond des sanctions, de 15 000 euros d'amende maximum aujourd'hui à 100 000 euros.
- 13. Mettre en open data tous les documents diffusés au Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (Coderst) concernant les demandes d'autorisation.
- 14. Revoir la composition du Coderst qui laisse aujourd'hui peu de place aux représentants des collectivités locales et aux Organisations non gouvernementales (ONG).
- 15. Pour que la pression sur l'exploitant soit constante, il faut créer des « permis ou autorisations provisoires » comme en Allemagne pour les sites industriels à hauts risques.
- 16. La mise en place d'un comité pour la transparence doit devenir automatique.

- 17. Organiser des « exercices à la japonaise » grandeur nature pour que les gestes et les comportements s'acquièrent.
- 18. Assouplir les conditions de reconnaissance de l'état de catastrophe technologique.

Pour Christophe Bouillon, « il est temps que la peur change de camp ». Mais que vont devenir toutes ces propositions ? « C'est à chaque parlementaire de faire fructifier ses propositions, de faire en sorte qu'elles ne restent pas 'lettre morte' », explique Christophe Bouillon, qui ne compte pas « lâcher le morceau ».